



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté

Unité Départementale de Côte-d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société RENOLIT ONDEX

Commune de CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR (21800)

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ
PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-1 à 12, L. 173-1, L. 512-7 et L. 512-7-1, R.512-46-1 et R. 512.33,
- VU le récépissé du 2 mars 1995 accordant le bénéfice des droits acquis à la société RENOLIT ONDEX dont le siège social est situé 57 avenue de Tavaux sur la commune de CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR, pour les installations de son établissement situé à la même adresse relevant des rubriques 2661-1 et 2662-2a sous le régime de l'autorisation,
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 7 mars 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement,
- VU le courrier de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport visé en date du 31 mars 2016,
- CONSIDERANT la nomenclature des installations classées, notamment la rubrique 2661-2a : polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 20 t/j ;
- CONSIDERANT que les installations de broyage de polymères installées sur le site de la société RENOLIT ONDEX sont d'une capacité de 25 t/j, et relèvent donc de la rubrique 2661-2a sous le régime de l'enregistrement ;
- CONSIDERANT que ces installations sont exploitées sans être enregistrées ;
- CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société RENOLIT ONDEX de régulariser sa situation administrative afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement,
- SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,

ARTICLE 1er - OBJET

La société RENOLIT ONDEX, dont le siège social est situé 57 avenue de Tavaux sur la commune de CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR, exploitant une installation sise à la même adresse, est mise en demeure de respecter de régulariser sa situation administrative :

- soit en déposant un dossier d'enregistrement complet et recevable en préfecture ;
- soit en cessant ses activités de broyage de polymères ;
- soit en réduisant sa capacité de broyage sous le seuil de 20 t/j.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait connaître l'option qu'il retient pour satisfaire à la mise en demeure :
 - dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier d'enregistrement, ce dernier doit être déposé dans un délai de 3 mois ;
 - dans le cas où il opte pour l'arrêt des activités de broyage, celle-ci doit être effective sous 1 mois et l'exploitant fournit au moment de la notification un dossier décrivant les mesures prises dans le cadre de cet arrêt ;
 - dans le cas où il opte pour une diminution de la capacité de broyage, celle-ci doit être effective sous 1 mois et l'exploitant dépose dans le même temps une déclaration conformément aux dispositions de l'article R. 512-54-II du Code de l'environnement.

ARTICLE 2 - SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - Délais et voie de recours (articles L 514-6 et R 514-3-1 du Code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 DIJON. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

ARTICLE 4 - EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, M. le Maire de CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté et M. le Directeur de la société RENOLIT ONDEX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté ;
- M. le Directeur des Archives Départementales ;
- M. le Directeur de la société RENOLIT ONDEX ;
- M. le Maire de CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR.

Fait à Dijon le **3 JUIN 2016**

LA PRÉFÈTE
Pour la Préfète et par délégation
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet

Tiphaine PINAULT